



INTRODUCTION

Montreuil, le 29 janvier 2015

MANIFESTATION NATIONALE UNITAIRE - CGT - SUD-Rail GILBERT GARREL- Secrétaire Général

Cher-e-s Ami-e-s, cher-e-s Camarades,

Permettez-moi, puisqu'il est encore temps, de vous souhaiter les vœux pour la nouvelle année, même si cette année 2015 a bien mal débuté avec les assassinats survenus à la rédaction de « Charlie Hebdo », à Montrouge et à la Porte de Vincennes. Des crimes qui ont endeuillé notre pays et créé un mouvement populaire pour la liberté d'expression et la démocratie.

Ces événements dramatiques ont été l'occasion pour de nombreux acteurs politiques de brouiller les messages. Certains essaient même de se refaire une virginité. Cette embellie sera de courte durée, car l'unité nationale affichée pour la circonstance ne permet pas de faire oublier l'accroissement de la misère, l'explosion du chômage et de la précarité, la baisse du pouvoir d'achat qui frappent une large majorité de la population.

Ils disent « **Démocratie** ». Mais le Medef s'attaque à tous les bouts de la démocratie dans l'entreprise dans le cadre des négociations sur le dialogue social en voulant réduire la représentativité des salariés et les capacités d'intervention des élus et mandatés. La réforme territoriale, quant à elle, réduit considérablement la démocratie de proximité.

Ils disent « **Justice** », mais M. Macron, par son projet de loi, brise les tribunaux des Prud'hommes, affaiblit les inspections du travail et dénature la médecine du travail. Leur politique a pour effet de rompre avec toutes les formes de justice sociale. En fait de justice, G. Pépy a créé la 3ème classe avec OUIGO, Macron lui offre la 4ème classe avec les lignes d'autocar nationales pour que « les pauvres puissent voyager », dit-il bon prince, lui, le millionnaire de chez Rothschild.

Ils disent « **Liberté** », mais ce ne sont que des mesures liberticides qui sont envisagées sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Dans les entreprises, les salariés protégés sont la cible des directions, comme récemment à la Poste avec la révocation d'un militant SUD PTT ou à la SNCF, comme nous l'avons connu sur Paris Nord, comme nous le vivons à Paris Est envers des militants CGT, mais aussi à tant d'autres endroits, notamment après notre action du mois de juin. La seule liberté dans leurs différentes lois est celle octroyée aux patrons pour licencier sans avoir à se justifier.

Ils disent « **Egalité** », mais ils engagent un processus de casse systématique des services publics et d'accroissement de la fracture sociale. Que ce soit l'éducation, l'énergie, les communications et les télécommunications, la recherche, l'eau, et bien-sûr les transports, l'ensemble des services de l'Etat, ceux des collectivités territoriales et les entreprises publiques nationales passent à la moulinette de la libéralisation et de la privatisation sous l'impulsion des libéraux européens et de nos dirigeants politiques à la solde de la finance et des grands groupes industriels et commerciaux. Dans le même élan, ce sont les propriétés publiques qui sont vendues à la découpe, aéroports, Giat industrie, marché de Rungis, tout doit disparaître ! Ce sont les éléments qui créent la cohésion sociale et l'égalité de traitement des citoyens qu'ils font passer sous les fourches caudines de l'austérité et de l'ultralibéralisme présentés comme des dogmes.

Ils disent « **Fraternité** », mais leur stratégie est de créer des conflits et des clivages entre toutes les catégories sociales, actifs contre privés d'emploi, salariés du public contre ceux du privé, jeunes contre seniors, ouvriers et employés contre salariés de l'encadrement, habitant des cœurs de ville contre ceux des banlieues, métropole contre territoires ruraux, personnes en activité contre retraités, salariés en CDI contre précaires, cheminots contre routiers. C'est une société de la mise en concurrence et de la compétition qu'ils construisent pour empêcher la convergence des luttes et des revendications, mais surtout pour abolir, un à un, l'ensemble des droits et des acquis sociaux. C'est cette stratégie-là que nous devons combattre et dépasser.

Si nous sommes ici rassemblés, mobilisés, c'est pour la défense d'un bien commun, d'un grand service public national, celui de la SNCF.

En juin, nous avons été fustigés par les grands médias, par le gouvernement, par de nombreux parlementaires, par la Direction de la SNCF et celle de RFF. Nous avons été traités d'irresponsables, livrés à la vindicte populaire. Nous avons été accusés d'être des affabulateurs, des égoïstes, des privilégiés. Nos opposants ont travaillé la division syndicale pour nous affaiblir. Nos dirigeants ont pesé sur l'encadrement pour porter des gilets rouges et remplacer des agents en grève. Ils nous ont envoyé les forces de l'ordre, ont menacé, pénalisé les cheminots dans l'action.

Aujourd'hui, la vérité doit éclater au grand jour, nous devons faire mesurer la supercherie aux cheminots qui ont cru à leur discours de bonimenteurs. Nous devons montrer aux usagers, aux populations, à quel point nous avons raison de combattre cette réforme du système ferroviaire. Nous devons rappeler qu'une autre réforme était possible pour aller dans la voie d'un grand service public national. Nous avons le devoir de rencontrer les élus de la République, et particulièrement ceux qui ont voté cette loi, pour les placer face à leurs responsabilités. Le gouvernement doit des explications sur cette loi du 4 août 2014 contraire aux intérêts de la Nation.

Ils ont dit que cette loi permettait de stabiliser la dette et de financer les investissements nécessaires pour régénérer le réseau.

Aujourd'hui, Gouvernement et Direction de l'entreprise sont face à une équation financière inextricable dans laquelle ils ont eux-mêmes placé le système ferroviaire public.

Pour les cheminots, ils annoncent plus de 2000 suppressions d'emplois en 2015, le gel des

salaires, l'augmentation de la sous-traitance et de la productivité.

Pour les usagers, ils augmentent les tarifs de 2,6%, ferment des lignes, des gares, des guichets ou en réduisent les heures d'ouvertures. Ils suppriment les ASCT à bord des trains. Pendant qu'ils ferment des gares le week-end ainsi qu'en début et fin de journée, ils veulent faire travailler les salariés des commerces le dimanche et la nuit dans ces gares transformées en centres commerciaux. Il est plus aisé d'acheter un parfum ou un vêtement dans une grande gare parisienne que d'avoir accès à un guichet ouvert ou à un agent d'accueil. Cette aberration, issue d'une demande formulée par le Président de la SNCF, ne tient qu'à la devise du tout business initiée par nos dirigeants.

En juin, nous avons affirmé qu'il y avait possibilité de traiter différemment la question financière. Eurostat, qui ne peut être soupçonnée de collusion avec nos organisations syndicales, a affirmé qu'une partie importante de la dette du système ferroviaire national est une dette d'Etat. Nous avons fait la démonstration qu'il y a possibilité de cantonner la dette restante dans une structure de défaisance externe au système et de l'alimenter par des ressources nouvelles pour l'agence de financement des infrastructures de transport. Nous avons proposé des solutions pour financer les travaux via une écotaxe, une autre imposition sur les bénéfices des autoroutes et leur renationalisation, la création d'un versement transport pour les régions, la mise en place d'un pôle public financier, etc. Force est de constater que l'ensemble de nos propositions alternatives aurait permis de ne pas réduire l'offre de service ni de dégrader les conditions de vie et de travail des cheminots.

Ils ont dit que cette loi permettra de réaliser un meilleur service de transport ferroviaire.

Aujourd'hui, Emmanuel Macron propose de remplacer les trains classiques « grandes lignes », TEOZ, Intercités et trains de nuits, par des lignes d'autocars régulières et privées. Il transforme l'ARAF en ARAFER pour accentuer la logique concurrentielle dans le même mode et entre les modes. G. Pepy lui emboîte le pas avec ID Bus, OUIGO et ID TGV et, dans le même temps, il prône la réduction des dessertes TGV ainsi que le nombre de circulations à grande vitesse pour se concentrer sur la rentabilité. Ils annoncent également la suppression des liaisons transversales et des trains de nuit avant 2020. Il en va de même des élus qui ont fait reconnaître la ligne à grande vitesse « Poitiers – Limoges » d'utilité publique, malgré le contenu du Rapport Duron et les dangers que cela fait peser sur le POLT.



Nos grands penseurs prévoient déjà de passer de 35 lignes nationales classiques à 12. Ce sont des pans entiers du territoire qui seraient ainsi abandonnés par le rail, l'Aubrac, le Cévenol, la ligne 4, mais aussi les Bordeaux – Lyon, les Nantes – Marseille, la desserte des Alpes et des vallées pyrénéennes. C'est la notion même de service public et d'aménagement du territoire qu'ils veulent éradiquer pour aller vers une logique purement comptable et commerciale.

Au mois de juin, les cheminots en grève portaient le développement du service public. Nous avons fait des propositions pour une desserte équilibrée du territoire en ne laissant aucun citoyen et aucune région sur le bord de la voie. En étant financé et avec un traitement de la dette, notre projet permet de garder, pour tous et partout, un service public ferroviaire accessible, de qualité et sûr. Il est évident que la conception portée par les cheminots dans l'action va à contre-sens des vellétés libérales de Bruxelles, à l'encontre des politiques d'austérité du gouvernement, comme elle s'oppose à la transformation de l'entreprise publique en holding commerciale voulue par les dirigeants de la SNCF. C'est bien ce qui explique leur virulence à notre encontre et leur refus catégorique d'ouvrir un grand débat public sur cette question.

Ils ont dit aux cheminots, « ne vous inquiétez pas, cette réforme ne changera rien pour vous, nous créons un groupe public ».

Malheur à ceux qui les ont crus. Leur projet de réforme se concrétise dans un texte soumis à la consultation du Comité Central d'Entreprise. L'EPIC de tête est présentée comme une coquille vide ne servant qu'à gérer les flux financiers pour permettre à l'Etat de mieux se désengager. L'ARAF comme l'autorité de la concurrence poussent à élever des murailles de plus en plus hautes autour de l'EPIC Réseau. Le développement des filiales et de la sous-traitance ne cesse de croître. Chaque jour, les cheminots découvrent qu'ils risquent bien d'appartenir à trois entreprises distinctes, avec des périmètres d'instances représentatives différents, de subir des parcours professionnels enfermés et des intérêts économiques divergents centralisés autour de la réduction des coûts de production, jusqu'aux règles sociales qu'ils envisagent de différencier.

C'est en ce sens que la CGT a fait le choix de travailler à des propositions alternatives, même dans les contraintes d'une loi que nous avons combattue. Il y a possibilité de maintenir une unicité sociale et une intégration industrielle, à condition de retrouver les trois entités sur l'ensemble des échelons territoriaux, du local au national. Il est possible de maintenir une production dans la proximité, à condition de structurer les entreprises en cohérence dans les

bassins de vie, économiques et d'emplois. Il est réalisable de maintenir des Instances Représentatives du Personnel au plus près des Unités de Production et des services. Il faut que nous gagnions le fait que l'EPIC de tête offre une véritable cohésion sociale. Qu'elle soit garante de l'unicité de la famille cheminote dans les trois EPIC. Pour cela, il faut qu'elle garantisse les textes sources, la formation professionnelle, la gestion des carrières, l'unicité des règles sociales, le management de la sécurité des personnels et des circulations. Les directions des métiers doivent être intégrées à l'EPIC SNCF. Nous devons obliger la Direction à rompre avec le pilotage par activité et par produit pour aller vers une organisation en multi-activité structurée à partir des métiers et de la réponse aux besoins de chaque localité.

Ils ont dit aux cheminots « vous resterez au Statut ». Mais de quel Statut parlent-ils?

Par morceau, ils le grignotent. Facilités de circulation, versement des pensions de retraite au trimestre à échoir, fonds d'action sociale, logement, ce sont autant de clauses statutaires ouvertement menacées. Ils ont également ouvert la porte de la remise en cause de nos droits en matière de déroulement de carrière. Positions de rémunération, contingents de niveau et classifications de poste sont visés pour peser sur la masse salariale.

Ils ont dit « groupe public indissociable et solidaire », mais ils créent une filiale immobilière pour vider l'EPIC SNCF et préparer une vente à la découpe de notre patrimoine afin de dégager du cash. Elle est où la solidarité ?

Ils ont dit aux cheminots « vos normes sociales seront préservées ». Mais de connivence avec l'UTP, ils préparent une refonte du RH 0077, moins de repos, des taquets horaires distendus, une adaptation des règles en fonction des exigences des activités. Ils ont également l'ambition de changer les périmètres des IRP pour éloigner les cheminots de leurs représentants et rompre avec toutes formes de concordance entre EPIC.

La CGT porte dans ses propositions le maintien et l'amélioration des conditions de travail pour tous les cheminots. Le RH 0077 doit être la base des discussions. Nous avons signé une plateforme unitaire sur cette question, espérons que cette fois, il n'y aura pas de trahison. Notre réglementation sur le temps de travail est un gage pour la sécurité des circulations et la santé des agents. Elle n'est pas discutable.

La CGT porte le maintien de nos droits statutaires, car ils sont les pendants des devoirs du service public, des contraintes de nos métiers et de nos missions, mais aussi une garantie pour la sécurité permettant à un cheminot de ne pas



être sous la pression hiérarchique quand il s'agit de l'application de règles de sécurité.

La CGT défend le principe d'IRP de proximité. Les DP et CHSCT ne peuvent fonctionner que sur des périmètres à taille humaine. Les CE doivent intervenir sur l'ensemble des sujets économiques locaux et garantir à tous les cheminots actifs, retraités et leurs ayants droits des activités sociales et culturelles de proximité. La CGT combat la volonté de certains de servir le tourisme marchand et les grandes enseignes par des chèques en tout genre. Les CE ont pour vocation d'offrir des activités alliant loisir, culture et émancipation humaine. C'est bien beau de dire « je suis Charlie » et ensuite de préparer la fermeture des bibliothèques et des centres de vacances jeunesse et famille.

Ils ont dit « nous réunifions le système ferroviaire ». Mais preuve est faite que leur projet n'a comme seul objet d'éclater la famille cheminote pour mieux libéraliser le rail français, l'ouvrir à la concurrence et le livrer aux lois iniques du marché.

Chères et chers camarades, en juin, nous avons dit « le combat continue ». Cette manifestation est une étape dans ce combat. La CGT vous appelle à aller à la rencontre des cheminots. De leur faire ouvrir les yeux sur la propagande mensongère de la direction, du gouvernement et d'autres acteurs. De leur donner de l'espoir, car il n'y a pas de fatalité, même dans le cadre de cette mauvaise loi, nous pouvons réunifier réellement la famille cheminote, faire des travaux et des trains de qualité et en toute sécurité,

dignes d'un grand service public national. Nous pouvons préserver nos acquis et nos droits et améliorer nos conditions de vie et de travail.

Pour cela, l'heure est venue de travailler à la convergence des luttes, comme aujourd'hui avec les salariés de l'énergie. Travailler avec les salariés de l'industrie ferroviaire car les politiques initiées par ceux qui nous gouvernent et ceux qui nous dirigent mettent en péril l'avenir de ce fleuron industriel national et les 25 000 emplois directement liés. Travailler avec les autres salariés du transport pour faire converger nos revendications et sur une politique des transports basée sur la complémentarité, et non la concurrence. La lutte des routiers sur les salaires rejoint notre combat.

Nous devons être unis, élargir le rapport de force chez les cheminots, mais aussi aller à la rencontre des usagers, comme aujourd'hui avec leurs associations, débattre avec la population, l'informer et interpeler les élus de la République.

Chères et chers camarades, avec notre hargne, notre détermination, armés de nos propositions, nous avons tous les atouts pour gagner.

Alors comme disait Nelson Mandela dans sa langue maternelle, « Segun Gallo ! ». Cela signifie « le moment est venu ! ».

Je vous souhaite une bonne manifestation et n'hésitez pas à danser le Sirtaki.

Je vous remercie.

